



2005 l'année Chavez

En arrachant une victoire décisive lors du Référendum qui visait à le destituer en août 2004, le Président Hugo Chavez a pris le contrôle à la fois politique mais aussi économique du Venezuela. Aujourd'hui, il dispose des deux leviers indispensables à la mise en œuvre de sa révolution bolivarienne : la mobilisation du peuple et le pétrole !

Porté au pouvoir par les urnes en 1998, Hugo Chavez jouit à 51 ans d'une popularité indiscutable qui fait de lui un des ténors de l'Amérique du Sud. Les Etats-Unis et ses alliés de la bourgeoisie vénézuélienne sont désormais avertis : par sept fois Hugo Chavez est sorti vainqueur des urnes. Ils savent également qu'une grande majorité du peuple est prête à lutter auprès d'Hugo Chavez pour défendre sa révolution, quitte à descendre dans la rue comme elle l'a fait le 13 avril 2002 lors

du coup d'Etat organisé depuis Washington. Fort de sa popularité et de ses succès électoraux, Hugo Chavez, en bon stratège, sait que dans ce contexte de mondialisation, il n'y a pas de solutions purement nationales. L'avenir de sa révolution bolivarienne dépend du rapport de force international. En jouant subtilement la carte de la diplomatie, Hugo Chavez a démontré, avec brio, qu'il n'était pas isolé sur la scène internationale et qu'il entendait exporter sa révolution bolivarienne hors des frontières du Venezuela. Les nombreuses initiatives prises en ce sens par le Président vénézuélien, tout au long de l'année, nous conduisent à décréter 2005, année Chavez. Itinéraire de janvier à décembre du nouveau "libertador" de l'Amérique du Sud.

L.B.

Janvier

Le Président CHAVEZ déclare la guerre aux Latifundia

L'année 2005 a débuté au Venezuela par une «déclaration de guerre» du Président Hugo Chavez. Lors d'un meeting à Caracas, le 12 janvier 2005, le Président Bolivarien du Venezuela a décidé de "réorganiser la possession et l'usage des terres à vocation agricole afin d'éliminer progressivement les latifundia dans les zones rurales du pays".

"La guerre contre les latifundia est l'essence de la révolution bolivarienne" s'est exclamé le président Chavez. Le thème du meeting s'énonçait "Terre et hommes libres! Contre les latifundia".

Au cours de son discours, retransmis par la télévision et la radio, le chef de l'Etat a dénoncé "l'injustice" que souligneraient des études gouvernementales, selon lesquelles à peine 5% de la population contrôlerait 80% des terres du Venezuela. "Une révolution qui permet cette injustice ne peut plus s'appeler révolution" a estimé Hugo Chavez. Il faut, a-t-il dit, "mettre de l'ordre dans la propriété de la terre, rendre la terre aux paysans, à ceux qui la travaillent".

Pour mettre en œuvre sa politique de réforme agraire, Hugo Chavez a pris un décret présidentiel qui crée une "commission agricole nationale pour l'insertion dans le processus productif des terres inoccupées, abandonnées ou sous-utilisées". "En coordination avec les 23 Etats du Venezuela et les municipalités", cette commission doit "formuler des politiques sectorielles pour éliminer progressivement les latifundia... et assigner ces terres à des groupes de population et à des communautés organisées afin de tirer profit de la terre de manière productive et soutenable".

Chavez ovationné à Porto Alegre

Invité au 5^e Forum Social Mondial à Porto Alegre par la Centrale unique des travailleurs (CUT) et par le Mouvement des sans-terre (MST), ainsi que par le Parti Socialisme et Liberté (PSOL) de la sénatrice Heloísa Helena et de la députée Luciana Genro, ex-militantes du PT (Lula), Hugo CHAVEZ s'est positionné ouvertement pour le socialisme et a insisté sur l'existence d'une nouvelle corrélation de forces en Amérique latine et dans le monde.

S'adressant aux dizaines de milliers d'altermondialistes présents, le président de la République Bolivarienne du Venezuela



Hugo Chavez sur le terrain, mène sa politique de réforme agraire : «rendre la terre aux paysans, à ceux qui la travaillent!»

a lancé un appel pour « inventer le socialisme du XXI^e siècle ». Hugo Chavez a été littéralement ovationné quand il a pris position contre la politique des Etats-Unis qui, selon lui, ne peuvent désormais plus imposer leur volonté au reste de la planète. La volonté affichée de Washington de déstabiliser le processus de «la révolution bolivarienne» explique cette radicalisation du discours d'Hugo Chavez. Le dimanche 31 janvier 2005, en marge du Forum Social Mondial, le pré-



H. Chavez ovationné par 40 000 participants à Porto Alegre (Brésil)

sident vénézuélien Hugo Chavez s'est rendu sur un asentamiento du Mouvement des paysans sans terre du Brésil pour un acte de solidarité au contenu symbolique très fort. Cet événement a permis au président vénézuélien de rappeler l'application, dans son pays, d'une réforme agraire et le lancement récent d'une nouvelle campagne contre la grande propriété foncière improductive

Février

Pluies diluviennes sur le Venezuela

Des pluies diluviennes s'abattent pendant plus de 10 jours sur le Venezuela faisant plus de 80 victimes à Mérida (Sud-Ouest de Caracas), une centaine de disparus et au moins 100 000 familles sans logement. Ces pluies ont fait déborder les cours d'eau et provoquer d'importants glissements de terrain. À Caracas, la rivière Guaira est sortie de son lit pour envahir les rues. On a mesuré 1,50 m d'eau dans la capitale. L'état d'urgence a été décrété dans la province côtière de Vargas, au nord de Caracas. Le Venezuela, à l'instar des Antilles, est en pleine saison sèche à cette période de l'année et n'avait pas connu de telles précipitations depuis 1951.

Le président Hugo Chavez portant un enfant que la garde nationale vient d'évacuer dans la région de la Guaira.

Plusieurs centaines de personnes ont été ainsi évacuées par hélicoptère militaire ou par les bâtiments de la navy.



mars

Rencontre au sommet, avec José Luis Zapatero au cœur de l'Amazonie

29 mars 2005. Rencontre au sommet à Puerto Ordaz, au cœur de l'Amazonie vénézuélienne. Le président Hugo Chavez accueille ses voisins du Brésil (Luis Inacio Lula da Silva), de Colombie (Alvaro Uribe) et Jose Luiz Zapatero, le président du gouvernement espagnol. Officiellement la réunion est centrée sur les possibilités de développement des infrastructures des pays latino-américains. L'accent a été mis sur l'éradication de la pauvreté et de la misère en Amérique latine. Cette rencontre survint à un moment de tension importante entre le Venezuela et la Colombie ce qui lui a donné un caractère symbolique. Les pays concernés ont manifesté leur volonté d'œuvrer pour la paix, le développement et la croissance économique. Hugo Chavez a encore tiré les marrons du feu, puisqu'il a profité pour jeter les bases de

l'intégration économique du Venezuela au Mercosur. Dans la déclaration conjointe des quatre dirigeants, on peut relever une décision commune de lutter contre le terrorisme, le trafic de drogues et la fabrication d'arme à feu comme le stipulent les résolutions des Nations Unies. Cette déclaration de bonnes intentions n'a pas empêché l'européen José Luis Zapatero de conclure à son départ d'Amérique du Sud une transaction commerciale pour la vente au Venezuela de patrouilleurs navals et d'avions de transport fabriqués par l'Espagne. Pour la Colombie, Zapatero a annoncé le don de trois avions de transport de troupes avant d'évoquer la possibilité de vendre des hélicoptères à ce pays. Une transaction qui a fait bondir le Secrétaire d'Etat à la Défense des Etats Unis.

avril

Chavez interdit la culture des OGM

Le Président, Hugo Chavez, a décidé de suspendre toute utilisation de semences transgéniques sur le territoire national. Cette décision a eu pour conséquence de mettre fin au projet de la société Monsanto d'installer une exploitation de soja GM de 150 000 ha. Il a annoncé également la création prochaine d'une banque de semences au profit des agriculteurs. Cette mesure s'inscrit dans le droit fil de la réforme agraire mise en place par le président vénézuélien. Dans cette réforme, la biodiversité des cultures est encouragée et la culture des OGM interdite. Hugo Chavez a redistribué à des coopératives les immenses terres non cultivées qui appartenaient aux

riches latifundiaires, afin de donner du travail aux plus pauvres. La période qui a précédé son arrivée au pouvoir était celle de la pauvreté et de la corruption : 80 % de la population du Venezuela vivait sous le seuil de pauvreté à la merci de la minorité gouvernante, riche et sans scrupules. Hugo Chavez veut ainsi mettre fin à une aberration car malgré ses énormes potentialités, le Venezuela est fortement dépendant des importations pour son alimentation. Pas moins de 70% de celles-ci proviennent de l'étranger. Le Venezuela est le seul pays d'Amérique latine à être un importateur net de produits alimentaires.



mai

Cuba et le Venezuela : des soins de santé gratuits pour tous

La révolution bolivarienne d'Hugo Chavez au cœur même de la population. «Misión Barrio Adentro» : 20 000 médecins cubains assurent des soins de santé gratuits dans les quartiers les plus défavorisés.

A quelques semaines de sa visite à la Havane, le président Hugo Chavez tire un premier bilan de son accord de coopération entre Cuba et le Venezuela. Depuis son élection en 1998, Hugo Chavez a pris des initiatives pour assurer la gratuité des soins médicaux à la population vénézuélienne à l'instar de ce qui existe à Cuba. Dès 2003, il officialisait la «Misión Barrio Adentro», une brigade de médecins cubains à l'intérieur des quartiers les plus défavorisés qui accueillent 80 % de la population. Avant cette mission, certains habitants n'avaient jamais eu droit à des soins de santé. Près de 20.000 travailleurs de santé cubains, dont 14.000 médecins, 3.000 dentistes, 500 infirmières et 500 oculistes qui travaillent pour la 'Misión Barrio Adentro', sont partis dans les régions les plus pauvres et les moins accessibles du pays, où l'on ne voit d'habitude pas de médecins vénézuéliens. En deux ans, ils ont assuré 142 millions de consultations et ont sauvé ensemble plus de 29.000 vies. Grâce à leur travail, ils ont atteint quelques 18 millions de gens, ce qui représente plus de 70 % de la population. En plus des programmes pour les soins de santé de base, Cuba et le Venezuela collaborent pour réaliser ensemble des programmes spécialisés et une convention entre les deux pays permet désormais à Cuba d'assurer la formation de futurs médecins vénézuéliens y compris dans des spécialités peu développées à ce jour au Venezuela.

juin

Hugo Chavez crée Pétrocaribe, une alliance pétrolière dans les Caraïbes

Le 29 juin 2005, le Venezuela signe un accord de coopération pétrolière avec 13 pays des Caraïbes, dont Cuba. Dans le cadre de l'alliance Petrocaribe, le Venezuela fournira à ses partenaires du pétrole à des tarifs préférentiels. Paiement différé à 2 ans, 1% d'intérêt. De quoi soulager la facture énergétique des pays de la Caraïbe.

Cependant, deux pays de la Caraïbe, Trinité-et-Tobago, lui aussi producteur de pétrole et de gaz, et la Barbade, n'ont pas paraphé l'accord. Trinité-et-Tobago a dit redouter que l'accord réduise ses propres exportations de pétrole. D'autres dirigeants des Caraïbes se sont joints au président vénézuélien Hugo Chavez pour saluer une initiative susceptible de renforcer leur souveraineté collective et leur indépendance économique. "Pour les pays des Caraïbes, Petrocaribe représente un ballon d'oxygène bienvenu", a déclaré le Premier ministre jamaïcain P.J. Patterson aux dirigeants des

Caraïbes, parmi lesquels le président cubain Fidel Castro, réunis à Puerto La Cruz, dans l'est du Venezuela. Le Venezuela est le cinquième exportateur de pétrole au monde et un important fournisseur des Etats-Unis, mais Chavez veut

diversifier la clientèle pétrolière de son pays. Dans le cadre de l'initiative Petrocaribe, Chavez veut faire du Venezuela une plate-forme de distribution pétrolière et de raffinage au service des Caraïbes, et notamment des pays importateurs pauvres. Ce plan permettra, selon Chavez, d'éliminer les intermédiaires privés et d'offrir des facilités de paiement plus



Petrocaribe, une alliance pétrolière qui devrait renforcer le poids du Venezuela au sein de l'Organisation des Etats Américains.

grandes. Les pays participant au sommet au Venezuela sont Antigua-et-Barbuda, la Barbade, les Bahamas, Belize, Cuba, la République Dominicaine, la Grenade, le Guyana, la Jamaïque, l'île de la Dominique, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, le Surinam et Trinité-et-Tobago. PUERTO LA CRUZ, Venezuela (Reuters)

Juillet

H.Chavez lance Telesur, l'Al-Jazira sud-américaine contre "l'impérialisme communicationnel"

Lundi 25 juillet 2005, le Président Hugo Chavez lance Telesur (TéléSud) une télévision pour combattre l'impérialisme sous toutes ses formes. L'objectif affiché est de préserver l'identité culturelle latino-américaine et de promouvoir l'intégration des pays de cette région du

globe. Cette chaîne satellitaire dont le siège est à Caracas a vu le jour grâce à l'intervention d'Hugo Chavez et d'un investissement initial de 10 millions de dollars. Elle associe le Venezuela (51% du capital), l'Argentine de Nestor Kirchner (20%), Cuba (19%) et l'Uruguay de Tabaré Vazquez (10%).

La couverture de Telesur visera progressivement, par satellite, l'Amérique du Sud, l'Amérique centrale, les Caraïbes, l'Amérique du Nord, l'Europe occidentale et le nord de l'Afrique.

Grâce à Telesur, Chavez entend limiter l'emprise continentale de la chaîne américaine CNN, qui émet aussi en espagnol. Après une phase de lancement limitée à 4 heures quotidiennement, Telesur émettra 24 heures sur 24. Pas étonnant des lors que l'on retrouve Andres Izarra, son ministre de la Communication, à la présidence de cette chaîne satellite. Le journaliste uruguayen Aram Aharonian occupant le poste de Directeur de la Chaîne.



août

Le président Hugo Chavez en Martinique, en hommage aux victimes du Crash du 16 août 2005

Jeudi 24 août 2005. Le Président Hugo Chavez vient en Martinique pour rendre hommage aux 160 victimes du Crash aérien de la WCA survenu à Machiquez (Venezuela) le 16 août 2005.

En présence du Président Jacques Chirac, de Jacques Baroin Ministre de l'Outre-Mer, de l'ensemble des élus de Martinique, des élus et personnalités de Guadeloupe et de Guyane, des familles des victimes et de 35 000 personnes, Hugo Chavez a participé à une cérémonie sobre et humble sur le Stade de Dillon. Aucun discours politique ne fut autorisé, seuls les représentants des différents cultes ont prononcé une courte allocution.

L'émotion des Martiniquais, qui avait tous revêtu un haut blanc, a été particulièrement palpable lorsque 160 enfants, représentant chacun une des victimes, sont passés en procession et ont déposé des bougies devant une chapelle ardente

et une stèle sur laquelle étaient inscrits les noms des disparus. Les présidents Hugo Chavez et Jacques Chirac en avaient fait de même en déposant une gerbe de fleurs au pied de cette stèle. Cette cérémonie d'hommage national aux victimes de cette catastrophe a été d'une ampleur sans précédent et a été retransmise en direct sur les télévisions vénézuéliennes. La présence d'Hugo Chavez est aussi un témoignage de sa volonté d'ancrer plus profondément le Venezuela dans l'évolu-



Photo: W.T.

tion de notre grande région mais aussi de sa solidarité, y compris lors des moments aussi pénibles et difficiles que cette catastrophe.

septembre

Discours de Chavez à l'ONU

Le 15 septembre 2005, lors du sommet du 60ème anniversaire de l'ONU, le Président Bolivarien du Venezuela déclare « Nous proposons que le siège des Nations Unies quitte un pays qui ne respecte par les résolutions de l'Assemblée ».

Il faut transférer l'ONU hors du continent nord-américain et l'implanter dans une ville du "Sud" a-t-il annoncé lors d'une émission de télévision américaine en précisant que les États-Unis veulent envahir le Venezuela [

Dans son discours à l'Assemblée générale de l'ONU à New York, le président Chavez déclara :

« Aujourd'hui, nous, les peuples, et dans notre cas le peuple du Venezuela, nous réclamons un nouvel ordre économique international, mais un nouvel ordre politique international est également nécessaire. Nous ne permettons pas qu'une poignée de pays tentent de réinterpréter impunément les principes du Droit International afin d'épauler des doctrines comme la «Guerre préventive». Quelle menace que cette guerre préventive ! Et aujourd'hui on parle de la « Responsabilité de protéger». Mais il faut se poser la question : qui va nous protéger et comment on a va le faire ?

Je crois que l'un des peuples qui a le plus besoin de protection est le peuple des Etats-Unis, comme cela a été douloureusement démontré avec la tragédie de Katrina, car ce peuple n'a pas de gouvernement capable de le protéger des désastres annoncés de la nature. A moins de nous protéger les uns les autres, ces concepts sont très dangereux, ils sont marqués du sceau de l'impérialisme, de l'interventionnisme, et ils tentent de légaliser le non-respect de la souveraineté des peuples, le respect plein et entier des principes du Droit international et de la Charte des Nations Unies qui doivent constituer, Monsieur le Président, la pierre angulaire des relations internationales dans le monde d'aujourd'hui et la base du nouvel ordre que nous souhaitons. (...)



Photo: B.F. de la Mairie

M. Hugo Chavez, président vénézuélien, accueilli par M. Jacques Chirac (Elysée, 19 octobre 2005)

octobre

En visite officielle à Paris

- Visite officielle en France d'Hugo Chavez, président de la République bolivarienne du Venezuela, mercredi 19 et jeudi 20 octobre.

- A cette occasion, Hugo Chavez a été reçu à l'Elysée par le président Jacques Chirac et a renouvelé ses sentiments de sympathie à la Nation française. Le Premier ministre a offert auparavant un déjeuner en son honneur à l'Hôtel de Matignon, auquel a participé le ministre des Affaires étrangères. Au cours de cette visite, les deux ministres des Affaires Etrangères



Photo : © F. de la Mennaye

Entretien de M. Jacques Chirac avec M. Hugo Chavez-Frias (Elysee, 19.10.2005)

ont présidé à l'ouverture de la réunion franco-vénézuélienne, qui s'est tenu au Quai d'Orsay. Cette réunion comportait un volet politique, un volet économique et financier ainsi qu'un volet de coopération culturelle, scientifique et technique. La France a été sensible à la solidarité manifestée par les autorités vénénézuéliennes au moment de la catastrophe aérienne de Machiques en août dernier. Il existe de part et d'autre une volonté d'approfondir les relations bilatérales.

En marge de cette visite officielle, le Président Hugo Chavez a été reçu par son vieil ami, Georges SARRE, ancien Ministre, Maire du XI^e arrondissement de Paris, Premier Secrétaire du Mouvement Républicain et Citoyen, en présence de Jean-Pierre CHEVENE-MENT, ancien Ministre et Président d'honneur du MRC, de Bernard Cassen, président de l'association altermondialiste Attac, et de Danièle Mitterrand, la veuve de l'ancien président François Mitterrand. Georges Sarre est l'un des rares hommes de gauche à avoir toujours soutenu le président vénénézuélien, élu en 1998.

Devant quelque 250 sympathisants des cercles bolivariens de Paris, le président Chavez a raconté la situation de son pays, "l'hostilité répétée" des Etats-Unis à l'égard de son gouvernement et les réformes qu'il a lancées.



Photo Antoine MONTAUDON

M. Hugo Chavez en compagnie de Madame Danièle Mitterrand

novembre

Echec à George Bush au Sommet des Amériques à Mar del Plata (Argentine)

Duel au Sommet des Amériques, à Mar del Plata (Argentine) entre le Président américain George Bush qui avait comme objectif affiché d'imposer la Zone de Libre Echange des Amériques (ZLEA) et le Président vénénézuélien, Hugo Chavez qui avait fait le déplacement pour contrer l'offensive américaine.

Considéré par Hugo Chavez comme un outil de l'impérialisme américain sur le continent, il a été le principal opposant à ce projet des Etats Unis. Un duel qui, en final de compte, a tourné au profit d'Hugo Chavez puisque, malgré le soutien de 29 des 34 pays du continent américain (à l'exception de Cuba), malgré les interventions des présidents du Mexique, du Canada, de Panama et du Chili, tous favorables à l'installation de cette zone de libre échange, le projet du président George Bush a été finalement rejeté. Il a donc fallu compter sur la ferme résistance d'Hugo Chavez et des présidents des

pays du Mercosur (Argentine, Brésil, Uruguay, Paraguay). Un échec pour George Bush qui désormais devra tenir compte du nouveau rapport de force et d'une opposition qui s'élargit au-delà du charismatique Hugo Chavez.



Hugo Chavez en compagnie du Président brésilien, Luiz Inácio Lula da Silva, au Sommet des Amériques.

décembre

Razzia des partisans d'Hugo Chavez aux élections législatives

L'année 2005 se termine comme elle avait commencé pour Hugo Chavez par un succès électoral sans précédent au Venezuela. Favorisés par le boycottage des urnes décrété par l'opposition, les partisans du Président vénénézuélien ont remporté la totalité des sièges à l'Assemblée nationale.

Le président Chavez avait accusé les USA d'avoir encouragé le boycott du scrutin par 5 partis d'opposition et d'être à l'origine de cette tentative de déstabilisation.

Mais, les 14 millions d'électeurs ne se sont pas laissés impressionner et ont désigné leurs députés du Mouvement pour la Cinquième République (Pro-Chavez) dans les 23 Etats du pays et la capitale, Caracas.

Pour couronner le tout, Hugo Chavez, de plus en plus populaire, caracole dans les sondages, avec 70 % d'opinions favorables. Avec cette razzia qui lui donne les pleins pouvoirs législatifs, le Président Hugo Chavez met ainsi un terme à une longue guérilla intérieure qui dure depuis sa première élection en 1998. Le

Mouvement cinquième République (MVR) de Chavez a obtenu à lui seul 58% des votes. Le principal parti de l'opposition, Action démocratique, social-démocrate, a obtenu quant à lui 18% des suffrages. Après le coup d'Etat manqué contre lui et sa victoire au référendum révocatoire en août 2004, Hugo Chavez a ainsi anéanti les derniers espoirs de l'opposition de l'évincer du pouvoir.

Sources : AFP, Reuters, La Tribune des Antilles, RISAL

